

ÉVOLUTIONS AU PROCHE ORIENT

ÉGYPTE, UNE NOUVELLE ÉTAPE ?

par Alain GRESH - 12 août 2012 - *Nouvelles d'orient*

page 1

LES TURCS S'INQUIÈTENT DU SOUTIEN APPORTÉ À L'ASL

Par Burçin Gerçek, 12 août 2012. *Le Figaro*

page 3

ALAIN CHOUET ET LA SYRIE

dompaul2.unblog.

page 4

DU PRINTEMPS ARABE ET DES INTERETS DE L'OCCIDENT

Akram Belkaïd, La chronique du blédard - Le Quotidien d'Oran - jeudi 9 août 2012 page 9



ÉGYPTE, UNE NOUVELLE ÉTAPE ?

par Alain GRESH

Lundi 13 août 2012

La décision du président égyptien Mohamed Morsi de limoger le maréchal Hussein Tantaoui et de nommer un nouveau ministre de la défense et commandant en chef des forces armées en la personne de Abdel Fattah Al-Sissi est une étape importante dans l'histoire (encore brève, ne l'oublions pas) de la révolution égyptienne entamée le 25 janvier 2011. Le président a aussi démis les principaux

chefs des armées, le chef de l'état-major (Sami Annan), ceux de l'armée de l'air et de la marine, celui de la défense aérienne – Tantaoui et Annan ont été décorés et nommés conseillers du président !

Morsi a aussi annulé la déclaration additionnelle à la Constitution qu'avait adoptée le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) à la veille du second tour de la présidentielle et que j'avais qualifiée de tentative de coup d'Etat constitutionnel – rappelons que selon cette déclaration additionnelle, le président n'a pas les pouvoirs de révoquer les chefs de l'armée. Disponible ici en anglais, le nouveau texte constitutionnel décrété par le président lui donne l'ensemble des pouvoirs exécutifs et législatifs, ainsi que la capacité de désigner une nouvelle assemblée constituante si celle qui existe n'était pas en mesure d'accomplir sa tâche.

Enfin, Morsi a nommé un vice-président, le juge Mahmoud Mekki. Ce magistrat est connu pour son indépendance et pour sa participation en 2005 au mouvement des juges égyptiens contre les ingérences du pouvoir politique, ingérences qu'il a toujours dénoncées.

Un rapport d'Amnesty International rappelle que Sissi, alors chef du renseignement militaire, avait rencontré une délégation de l'organisation au début 2012 qui s'était inquiétée de l'usage des tests de virginité. Sissi avait répondu que ces tests avaient été faits pour que l'armée ne soit pas accusée de viol, mais avait aussi assuré qu'ils ne se reproduiraient plus.

Rappelons que Morsi, un membre des Frères musulmans, a été élu président en juin 2012 : c'est la première fois qu'un civil était élu à la tête de l'Etat égyptien depuis la prise du pouvoir, en juillet 1952, par les « officiers libres ». Rappelons également que, en 1954, un bras de fer avait déjà opposé les militaires et les Frères musulmans.

Il est encore difficile de mesurer l'impact de cette décision, et de savoir si elle va se heurter à des oppositions, au sein des militaires ou au sein de l'appareil judiciaire, qui pourrait en contester la constitutionnalité. La presse égyptienne reprend des sources internes au CSFA selon lesquelles la décision était attendue et n'a pas surpris Tantaoui. Il n'est pas impossible qu'existe, parmi les officiers, un courant qui voulait en finir avec Tantaoui, un représentant de l'ancien régime et de sa corruption et qui cherche à trouver un nouvel équilibre entre l'armée et le pouvoir civil. La récente attaque contre des militaires égyptiens à Gaza, qui a fait seize morts, n'a sans doute pas renforcé le prestige de l'armée et Morsi en avait profité pour limoger le chef du renseignement.

Parmi les premières réactions, celle d'Abdel Moneim Aboul Foutouh, arrivé en quatrième position au premier tour de l'élection présidentielle, qui a annoncé son soutien à Morsi (rappelons les scores que les quatre principaux candidats ont obtenu au premier tour de la présidentielle : Morsi, 24,8 % des voix, Ahmed Chafik (candidat de l'ancien régime), 23,6 %, Hamdin Sabbahi (nassérien), 20,7 %, et Aboul Foutouh, 17,5 %).

Cette crise confirme l'affaiblissement du rôle de l'armée. Celle-ci, ou en tous les cas le CSFA, avait longuement hésité, après le second tour de la présidentielle, à en accepter le résultat : il fallut une semaine, alors même que les chiffres étaient connus depuis longtemps, pour que la commission proclame la victoire de Morsi (lire « L'Egypte entre révolution et contre-révolution »). Désormais, il semble assuré que le retour en arrière n'est plus possible.

Cela ne règle nullement les problèmes de l'avenir de l'Egypte. Deux défis intérieurs majeurs restent posés : celui de la consolidation d'un régime démocratique représentatif ; celui des transformations économiques et sociales. Pour relever le premier, les Frères musulmans doivent participer à la solution dans la mesure où il ne peut exister de démocratie dans ce pays sans leur participation aux affaires, au même titre que les autres forces politiques. Pour le second, les choses sont moins évidentes : les Frères, ou en tous les cas leur direction, prônent le libéralisme économique et l'économie de marché ; dans le même temps, ils ne sont pas liés au capitalisme prédateur qui a pillé l'Egypte depuis deux décennies et, tout en conservant leurs orientations, ils pourraient « moraliser la vie économique », ce qui ne serait pas une mince victoire.

Un article le rappelle, les Egyptiens entre 18 et 29 ans représentent un quart de la population et la moitié vit dans la pauvreté. C'est pour sortir de cette misère mais aussi pour retrouver leur liberté et leur dignité que ces jeunes ont renversé Moubarak, et ils ne sont pas près de l'oublier.

Alain Gresh, 12 août 2012. Nouvelles d'orient

LES TURCS S'INQUIÈTENT DU SOUTIEN APPORTÉ À L'ASL



par Burçin Gerçek

Le Figaro

Lundi 13 août 2012

Selon un récent sondage,

près de 60 % de la population turque serait contre l'aide d'Ankara aux opposants syriens.

Dans ce café fréquenté uniquement par les hommes, près de la place de Sirinevler, un quartier populaire en périphérie d'Istanbul, on suit de près les derniers développements en Syrie. Seyfettin, le patron, regarde le journal télévisé. Sont évoqués les 3 000 Syriens qui, de l'autre côté de la frontière, attendent de pouvoir passer en Turquie. « *Assad fait vivre un vrai calvaire aux Syriens. Un dirigeant qui persécute ainsi son peuple ne peut plus rester au pouvoir* », commente-t-il. Lorsqu'on lui rappelle qu'il reprend presque mot pour mot le discours du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, il sourit. Seyfettin a voté pour l'AKP au pouvoir et se déclare fier d'Erdogan, devenu, selon lui, le leader de l'ensemble du Moyen-Orient.

Mais le nombre de ceux qui partagent l'opinion de Seyfettin semble être en baisse : selon un récent sondage, près de 60% de la population turque serait contre le soutien apporté par Ankara aux opposants syriens. « Au début des affrontements, les opposants avaient la sympathie de la société turque parce que l'on considérait que, dans leur majorité, ils menaient une lutte pour la démocratie », explique Bereket Kar, chercheur spécialisé dans les relations turco-syriennes. « *Mais depuis la diffusion des informations sur la présence possible des militants d'al-Qaida ou des Frères musulmans au sein de ces groupes, mais aussi sur le soutien financier de l'Arabie saoudite et du Qatar, les gens sont plus sceptiques.* »

Heurts dans les camps

L'arrivée massive des réfugiés a aussi contribué à cette évolution. Près de 50 000 Syriens sont hébergés dans des camps de réfugiés proches de la frontière. Si, aux premiers jours du conflit, les médias turcs ont soigneusement véhiculé l'image de « la Turquie qui accueille ses frères syriens », le ton a changé. La presse

met en avant les heurts dans les camps et sous-entend qu'ils pourraient être provoqués par les militants islamistes mêlés aux combattants de l'Armée libre syrienne. La tension est d'autant plus grande à Antakya, qui abrite quatre camps, que la population majoritairement alévie de la région se sent menacée par l'arrivée massive des réfugiés sunnites. « *On raconte que des combattants armés se promènent en uniforme dans la ville et que ces groupes sont entraînés par des militaires turcs dans un camp secret. Ce qui augmente l'inquiétude des alévis* », explique Bereket Kar.

Les Turcs craignent aussi la création d'une entité autonome kurde au nord de la Syrie. La prise du contrôle par la branche syrienne du PKK de plusieurs villes du nord de la Syrie et l'intensification des actions du PKK sur le territoire turc nourrissent les craintes. Vendeur de journaux sur la place de Sirinevler, Hasan ne comprend pas pourquoi la Turquie prend un tel risque. « Erdogan, qui demande tant le départ d'Assad, que va-t-il faire si le Kurdistan occidental est proclamé dans le nord de la Syrie ? » Pour tenter de calmer l'opinion, le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, avait affirmé, le 27 juillet dernier, que le nord de la Syrie n'était pas uniquement peuplé de Kurdes et que la zone contrôlée par la branche syrienne du PKK était très limitée.

Burçin Gerçek, 12 août 2012. Le Figaro.fr

ALAIN CHOUET ET LA SYRIE

C'est Jean Guisnel qui, dans LE POINT, présente ainsi Alain Chouet : « Qu'on ne s'y méprenne pas : spécialiste du monde arabo-musulman, arabisant émérite ayant passé trente ans à la DGSE qu'il a quittée en 2002 après avoir dirigé le Service de renseignement de sécurité chargé de la lutte antiterroriste, de la contre-criminalité et du contre-espionnage à l'étranger, l'auteur est tout le contraire d'un aigri.

« Il n'écrit ni pour régler des comptes, ni pour révéler des secrets. Ce qu'il veut, c'est faire comprendre pourquoi une démocratie comme la France a autant besoin de ses espions que des autres fonctionnaires.

« Non pour organiser une "saine émulation sportive" entre serviteurs de l'État, mais parce que ce dernier doit "pouvoir s'affranchir, à l'occasion et s'il en est besoin, de la légalité intérieure ou extérieure ou de [ses] engagements internationaux".

« Eh oui ! "Le renseignement se recueille en violant ou en faisant violer la loi des autres."

Qu'on se le dise, "c'est donc ne rien comprendre que d'accuser les services secrets de faire 'dans l'illégalité'. Bien sûr qu'ils font 'dans l'illégalité'. Ils ne font même que cela. C'est leur vocation et leur raison d'être". Bonne lecture, - Michel Peyret - 12 août 2012

PS : l'IHEDN est l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale.

ANALYSE DE LA SITUATION EN SYRIE : ALAIN CHOUET, ANCIEN CHEF DE LA DGSE

jeudi le 26 juillet 2012

Invité de l'Association Régionale Nice Côte d'Azur de l'IHEDN (AR29), le 27 juin 2012, Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, reconnu bien au delà de l'Hexagone pour son expertise du monde arabo-musulman, a livré aux auditeurs son sentiment au cours d'une conférence retranscrite ci-dessous.

Les pires conjectures formulées au premier semestre 2011 concernant les mouvements de révolte arabes deviennent aujourd'hui réalité. Je les avais largement exposées dans divers ouvrages et revues à contre courant d'une opinion occidentale généralement enthousiaste et surtout naïve. Car il fallait tout de même être naïf pour croire que, dans des pays soumis depuis un demi-siècle à des dictatures qui avaient éliminé toute forme d'opposition libérale et pluraliste, la démocratie et la liberté allaient jaillir comme le génie de la lampe par la seule vertu d'un Internet auquel n'a accès qu'une infime minorité de privilégiés de ces sociétés.

Une fois passé le bouillonnement libertaire et l'agitation des adeptes de Facebook, il a bien fallu se rendre à l'évidence. Le pouvoir est tombé dans les mains des seules forces politiques structurées qui avaient survécu aux dictatures nationalistes parce que soutenues financièrement par les pétromonarchies théocratiques dont elles partagent les valeurs et politiquement par les Occidentaux parce qu'elles constituaient un bouclier contre l'influence du bloc de l'Est : les forces religieuses fondamentalistes. Et le « printemps arabe » n'a mis que six mois à se transformer en « hiver islamiste ».

En Tunisie et en Égypte, les partis islamistes, Frères musulmans et extrémistes salafistes se partagent de confortables majorités dans les Parlements issus des révoltes populaires. Ils cogèrent la situation avec les commandements militaires dont ils sont bien contraints de respecter le rôle d'acteurs économiques dominants mais s'éloignent insidieusement des revendications populaires qui les ont amenés au pouvoir. Constants dans leur pratique du double langage, ils font exactement le contraire de ce qu'ils proclament. En Égypte, après avoir affirmé sur la Place Tahrir au printemps 2011 qu'ils n'aspiraient nullement au pouvoir, ils revendiquent aujourd'hui la présidence de la République, la majorité parlementaire et l'intégralité du pouvoir politique.

En Tunisie, et après avoir officiellement renoncé à inclure la chari'a dans la constitution, ils organisent dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements inspirés de la chari'a. Ce mouvement gagne progressivement les villes de plus grande importance et même les capitales où se multiplient les mesures d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles et de la presse, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes et des minorités non sunnites.

Et ces forces politiques réactionnaires n'ont rien à craindre des prochaines échéances électorales. Largement financées par l'Arabie et le Qatar pour lesquels elles constituent un gage de soumission dans le monde arabe, elles ont tous les moyens d'acheter les consciences et de se constituer la clientèle qui perpétuera leur domination face à un paysage politique démocratique morcelé, sans moyens, dont il sera facile de dénoncer l'inspiration étrangère et donc impie.

La Libye et le Yémen ont sombré dans la confusion. Après que les forces de l'OTAN, outrepassant largement le mandat qui leur avait été confié par l'ONU, ont détruit le régime du peu recommandable Colonel Kadhafi, le pays se retrouve livré aux appétits de bandes et tribus rivales bien décidées à défendre par les armes leur pré carré local et leur accès à la rente. L'éphémère « Conseil National de transition » porté aux nues par l'ineffable Bernard Henri Lévy est en train de se dissoudre sous les coups de boutoir de chefs de gangs islamistes, dont plusieurs anciens adeptes d'Al-Qaïda, soutenus et financés par le Qatar qui entend bien avoir son mot à dire dans tout règlement de la question et prendre sa part dans l'exploitation des ressources du pays en hydrocarbures.

Au Yémen, le départ sans gloire du Président Ali Abdallah Saleh rouvre la porte aux forces centrifuges qui n'ont pas cessé d'agiter ce pays dont l'unité proclamée en 1990 entre le nord et le sud n'a jamais été bien digérée, surtout par l'Arabie Séoudite qui s'inquiétait des foudrues de ce turbulent voisin et n'a eu de cesse d'y alimenter la subversion fondamentaliste. Aujourd'hui, les chefs de tribus sunnites du sud et de l'est du pays, dont certains se réclament d'Al-Qaïda et tous du salafisme, entretiennent un désordre sans fin aux portes de la capitale, Sana'a, fief d'une classe politique traditionnelle zaydite – branche dissidente du chi'isme – insupportable pour la légitimité de la famille séoudienne.

Seul le régime syrien résiste à ce mouvement généralisé d'islamisation au prix d'une incompréhension généralisée et de l'opprobre internationale. Avant de développer ce sujet, je crois devoir faire une mise au point puisque d'aucuns croient déceler dans mes propos et prises de positions des relents d'extrême droite et de complaisance pour les dictatures. Je me rends régulièrement en Syrie depuis 1966 et y ai résidé pendant plusieurs années. Je ne prétends pas connaître intimement ce pays mais je pense quand même mieux le

connaître que certains de ces journalistes qui en reviennent pleins de certitudes après un voyage de trois ou quatre jours.

Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter à divers titres les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme...

Leur histoire explique en grande partie cette absence. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècles d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943, et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolu que lui à se battre pour leur survie et plusieurs millions de minoritaires qui ont tout à perdre d'une mainmise islamiste sur le pouvoir, seule évolution politique que l'Occident semble encourager et promouvoir dans la région.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – parfois par contrat notarié – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Je vous en donne ici une description rapide et schématique qui ferait sans doute hurler les experts mais le temps nous manque pour en faire un exposé exhaustif.

Issus au X^e siècle aux frontières de l'empire arabe et de l'empire byzantin d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans d'Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des Musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des Musulmans. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie.

Et cela ne leur a pas porté bonheur.... Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats. Cela leur a valu au XIV^e siècle une fatwa du jurisconsulte salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Bien que Ibn Taymiyyah soit considéré comme un exégète non autorisé, sa fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires.

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupations militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois musulmans sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : Chrétiens, Ismaéliens, Druzes, Chiites et surtout Alaouites. Et

quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux.

C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60.

Dans les années 70, Hafez el-Assad, issu d'une des plus modestes familles de la communauté alaouite, devenu chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – Chrétiens et Druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays selon des moyens et méthodes autoritaires dont vous pourrez trouver la description détaillée dans un article paru il y a maintenant près de vingt ans.

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Car, contrairement à la litanie que colportent les bien-pensants qui affirment que « si l'on n'intervient pas en Syrie, le pays sombrera dans la guerre civile »... eh bien non, le pays ne sombrera pas dans la guerre civile. La guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouites et a massacré 80 cadets alaouites au couteau et au fusil d'assaut en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20.000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis, même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes salafistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession. Ils se battent, et avec sauvagerie, contre une telle perspective. Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde, qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime et qui espéraient de Bashar el-Assad une ouverture politique. Ils n'ont obtenu de lui que des espaces de liberté économique en échange d'un renoncement à des revendications de réformes libérales parfaitement justifiées. Mais ceux-là, sont trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux car, en majorité, ils ne sont pas de ceux qui réclament le lynchage médiatisé du « dictateur » comme cela a été fait en Libye.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, en particulier en France, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'observatoire syrien des droits de l'homme, c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. Il n'a pourtant rien à voir avec la respectable Ligue internationale des droits de l'homme. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Ryadh el-Maleh. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris. Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second favori des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien, créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et à l'initiative non de l'État turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du

terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des Abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9^e au 13^e siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7^e et 8^e siècle. Enfin, la troisième, de couleur rouge, censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime où l'on entend plutôt hurler « Allahou akbar ! » que des slogans démocratiques.

Cela dit, la place prédominante faite aux Frères musulmans au sein du CNS par l'AKP turc et le Département d'État américain a fini par exaspérer à peu près tout le monde. La Syrie n'est pas la Libye et les minorités qui représentent un bon quart de la population entendent avoir leur mot à dire, même au sein de l'opposition. Lors d'une visite d'une délégation d'opposants kurdes syriens à Washington en avril dernier, les choses se sont très mal passées. Les Kurdes sont musulmans sunnites mais pas Arabes. Et en tant que non-arabes, ils sont voués à un statut d'infériorité par les Frères. Venus se plaindre auprès du Département d'État de leur marginalisation au sein du CNS, ils se sont entendus répondre qu'ils devaient se soumettre à l'autorité des Frères ou se débrouiller tout seuls. Rentrés à Istanbul très fâchés, ils se sont joints à d'autres opposants minoritaires pour démettre le président du CNS, Bourhan Ghalioun, totalement inféodé aux Frères, et le remplacer par un Kurde, Abdelbasset Saïda qui fera ce qu'il pourra – c'est à dire pas grand chose - pour ne perdre ni l'hospitalité des islamistes turcs, ni l'appui politique des néo-conservateurs Américains, ni, surtout, l'appui financier des Séoudiens et des Qataris.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les États islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe. Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères et ses chefs. Plus le temps passe, plus la communauté internationale entendra exercer des pressions sur les minorités menacées, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a un an en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. À ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation sans appel et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique.

Débarrassés des ténors sans doute peu vertueux du nationalisme arabe, de Saddam Hussein, de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, à l'abri des critiques de l'Irak, de l'Algérie et de la Syrie englués dans leurs conflits internes, les théocraties pétrolières n'ont eu aucun mal à prendre avec leurs pétrodollars le contrôle de la Ligue Arabe et d'en faire un instrument de pression sur la communauté internationale et l'ONU en faveur des mouvements politiques fondamentalistes qui confortent leur légitimité et les mettent à l'abri de toute forme de contestation démocratique.

Que les monarchies réactionnaires défendent leurs intérêts et que les forces politiques fondamentalistes cherchent à s'emparer d'un pouvoir qu'elles guignent depuis près d'un siècle n'a rien de particulièrement surprenant. Plus étrange apparaît en revanche l'empressement des Occidentaux à favoriser partout les entreprises intégristes encore moins démocratiques que les dictatures auxquelles elles se substituent et à vouer aux gémonies ceux qui leur résistent.

Prompt à condamner l'islamisme chez lui, l'Occident se retrouve à en encourager les manœuvres dans le monde arabe et musulman. La France, qui n'a pas hésité à engager toute sa force militaire pour éliminer Kadhafi au profit des djihadistes et à appeler la communauté internationale à en faire autant avec Bashar el-

Assad, assiste, l'arme au pied, au dépeçage du Mali par des hordes criminelles qui se disent islamistes parce que leurs rivaux politiques ne le sont pas.

De même les médias et les politiques occidentaux ont assisté sans broncher à la répression sanglante par les chars séoudiens et émiratis des contestataires du Bahraïn, pays à majorité chiite gouverné par un autocrate réactionnaire sunnite. De même les massacres répétés de Chrétiens nigériens par les milices du Boko Haram ne suscitent guère l'intérêt des médias et encore moins la condamnation par nos politiques. Quant à l'enlèvement et la séquestration durable de quatre membres de la Cour Pénale Internationale par des « révolutionnaires » libyens, elle est traitée en mode mineur et passe à peu près inaperçue dans nos médias dont on imagine l'indignation explosive si cet enlèvement avait été le fait des autorités syriennes, algériennes ou de tel autre pays non encore « rentré dans le rang » des « démocraties », ces dictatures islamistes sorties des urnes.

À défaut de logique, la morale et la raison nous invitent tout de même à nous interroger sur cette curieuse schizophrénie de nos politiques et nos médias. L'avenir dira si notre fascination infantile pour le néo-populisme véhiculé par Internet et si les investissements massifs du Qatar et de l'Arabie dans nos économies en crise valaient notre complaisance face à la montée d'une barbarie dont nous aurions tort de croire que nous sommes à l'abri.

Source : dompaul2.unblog.fr

DU PRINTEMPS ARABE ET DES INTERETS DE L'OCCIDENT

*La chronique du blédard :
Le Quotidien d'Oran, jeudi 9 août 2012
Akram Belkaïd, Paris*

L'Occident est-il en train de tirer les fils de la tragédie syrienne et, de façon plus générale, ceux des révolutions et révoltes arabes ? On le sait, cette question divise car, de sa réponse, dépend la position adoptée vis-à-vis d'un processus qui a débuté en décembre 2010 – avec les premières émeutes en Tunisie – et dont personne n'est capable à ce jour d'en prédire l'aboutissement. En tout état de cause, une idée revient en force y compris en Algérie : ce que l'on appelle « *Printemps arabe* » ne serait qu'un complot euro-américain. Autrement dit, la chute du régime de Ben Ali, la démission forcée de Moubarak, les victoires électorales des islamistes en Egypte et en Tunisie, la mort de Kadhafi ainsi que la dislocation actuelle de la Syrie, tout cela est donc vu comme ayant été programmé par quelques cabinets occultes occidentaux voire israéliens. On le sait, c'est l'intervention de l'Otan en Libye qui, la première, a modifié la perception générale et donné crédit à l'hypothèse d'un grand plan mis en œuvre pour redessiner les contours du Maghreb et du Machrek (en attendant, peut-être, le Golfe). Aujourd'hui, le drame syrien et le soutien accordé par les Etats-Unis et l'Europe à la rébellion – notamment via leurs auxiliaires et supplétifs des monarchies pétrolières – confortent cette idée. Mais faut-il pour autant crier au complot ?

Dans un récent éditorial du *Quotidien d'Oran*, M. Saadoune a remis les choses en perspective (*). Faisant référence à un article d'Abdelbari Atwan dans *Al-Quds Al-Arabi*, il rappelle qu'à la base il y a bel et bien une volonté populaire – et surtout légitime - de se défaire de dictatures implacables cela indépendamment du fait que, par la suite, les Occidentaux ont tout fait pour récupérer et orienter les révoltes. Ni Ben Ali, Ni Moubarak, Ni Kadhafi et encore moins Assad ne peuvent être défendus. Quitte à se répéter, il faut rappeler que ces dirigeants ont été ou sont encore la principale raison de la ruine de leurs pays. En divisant et en maltraitant leur peuple, en leur niant *le droit aux droits*, ils ont créé les germes de la division et ouvert la voie aux ingérences extérieures. Les gens qui ont pris les armes contre Kadhafi ou Assad l'ont d'abord fait pour eux-mêmes. Pour résumer les choses, ce n'est pas la CIA qui a poussé Bouazizi à s'asperger d'essence même si cette agence, comme ses partenaires européennes, savait que tôt ou tard que ce type d'événement déboucherait sur une révolte générale (et les plans pour agir en conséquence existaient certainement dans ses cartons).

Dans cette affaire, deux naïvetés s'opposent. La première consiste à croire que l'Occident n'a aucune idée derrière la tête vis-à-vis du monde arabe. La seconde pousse quant à elle à s'indigner du fait que, justement, il cherche à tirer profit de la situation. La vérité c'est qu'un Etat digne de ce nom fera toujours tout pour défendre ses intérêts qu'ils soient économiques, militaires ou politiques. A long terme, il déploiera de nombreuses stratégies basées notamment sur la prospective – via notamment l'étude de tous les scénarios possibles - et l'anticipation. A court terme, il cherchera toujours à profiter des circonstances pour, justement, être au plus près de ses objectifs de long terme. Pour autant, aucun Etat n'est infaillible. A lire les ouvrages spécialisés et les biographies des grands de ce monde, on voit bien que cela ne se passe pas toujours de manière idéale. L'idée que des mécaniques d'une grande précision sont à l'œuvre est très répandue chez les Arabes. Elle est pourtant exagérée, car l'Occident, c'est aussi de l'improvisation (on dira ce que l'on voudra mais ce fut le cas de l'intervention en Libye), des politiques à court terme qui débouchent sur des catastrophes, des intérêts internes divergents qui s'opposent et, pour finir, de grosses erreurs (cas de l'Iran en 1980, de l'Irak en 2003).

Cela étant précisé, personne ne peut nier que pour l'Occident, Etats-Unis en tête, ce qui se passe actuellement est une grosse opportunité. Passé un premier temps de flottement - ce fut le cas avec les révoltes tunisienne et égyptienne - de nombreux mécanismes de prise en charge des mouvements contestataires ont vu le jour. Qu'il s'agisse de « l'encadrement » de l'opposition syrienne en exil à la prise en charge plus ou moins directe de la période de transition post-Kadhafi en passant par la mise à disposition de « l'expertise démocratique et électorale » à la Tunisie d'après-Ben Ali, les Occidentaux sont très présents. Mais pourquoi faire ? Pour prendre le contrôle du monde arabe ? Pour l'asservir ? Pour garantir la sécurité et la domination régionale d'Israël ? Nombre d'Arabes sont persuadés que c'est cela qui est en jeu : plus d'un demi-siècle après les indépendances, les révolutions et révoltes en cours mèneraient ainsi à une nouvelle mise sous tutelle de leurs pays par l'Occident. Et c'est là où – conséquence des propagandes sur le thème de la souveraineté - intervient un incroyable déni de réalité. Car, dans les faits, le monde arabe est *déjà* sous contrôle depuis des décennies.

D'abord, les tyrans qui sont tombés étaient des tigres de papiers ayant tous fait allégeance à l'Occident d'une manière ou d'une autre. Même Assad, qui finira par perdre le pouvoir, a longtemps été le « meilleur ennemi » d'Israël, comprendre un adversaire qui sait regarder ailleurs quand l'aviation israélienne bombarde le Liban ou Gaza. Ensuite, il suffit de se reporter à l'économie. En 2012, le monde arabe importe 80% de ses besoins en ingénierie et produits industriels et 60% de ses besoins alimentaires. Vue de l'intérieur, cette dépendance et cette insécurité ne font même pas débat. C'est que les Arabes vivent dans l'illusion d'une résistance à l'impérialisme occidental et à la mondialisation libérale telle qu'elle a été conçue par les Chicago Boys et Wall Street. Or, exception faite des Palestiniens (quoique...) et, dans une autre mesure, du Hezbollah libanais, cela fait plus de vingt ans que leurs gouvernements – et leurs élites - ont abdicé. De Casablanca à Dubaï, le monde arabe n'est plus qu'un immense bazar aux fondations fragiles et incapables de vivre de manière autonome. Au-delà des habituels gargarismes nationalistes, il est temps de reconnaître que les pays arabes sont tenus. Et que les efforts de l'Occident vis-à-vis des processus de changement en cours visent simplement à ce que cette domination perdure voire à ce qu'elle se renforce. Quant aux plans à long terme de l'Europe et des Etats-Unis vis-à-vis d'une région qui détient plus du tiers des réserves pétrolières et gazières de la planète, c'est là une question qui mériterait une véritable analyse stratégique des principaux concernés, autrement dit les gouvernements arabes eux-mêmes. Et il n'est même pas sûr que cette réflexion soit menée...

(*) *Un constat testamentaire, dimanche 5 août 2012.*

Publié aux Editions carnetsnord : Etre arabe aujourd'hui

Publié aux Editions du Cygne : La France vue par un Blédard (chroniques)

site : [principaux articles](#)

blog : [Lignes quotidiennes](#)